

Lectures

Number 43, Spring 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/18528ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

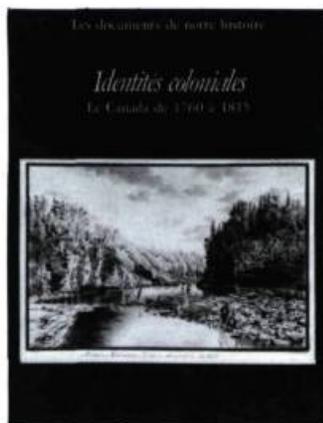
0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

(1989). Review of [Lectures]. *Continuité*, (43), 64–64.



André Vachon. **Rêves d'empire: le Canada avant 1700**, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1982, 387 p. (24,95\$)

André Vachon. **L'enracinement: le Canada de 1700 à 1760**, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1985, 312 p. (24,95\$)

Bruce G. Wilson. **Identités coloniales: le Canada de 1760 à 1815**, Ottawa, Archives nationales du Canada, 1988, 236 p. (24,95\$)
(Trois volumes de la collection *Les documents de notre histoire*)

Dans un souci manifeste de mieux faire connaître à la population les richesses archivistiques, cartographiques et artistiques de leurs collections, les Archives nationales du Canada ont lancé, il y a quelques années, la collection *Les documents de notre histoire*. Après *Rêves d'empire* et *L'enracinement*, qui portaient sur la période allant jusqu'à la fin du Régime français, les Archives nationales du Canada viennent de faire paraître le troisième volume de cette collection, intitulé *Identités coloniales*, qui illustre les années s'étendant entre 1760 et 1815.

Pour retracer par l'image et le commentaire les grands thèmes et les principales étapes de la naissance et du développement du Canada, ces trois volumes rassemblent près de cinquante planches couleurs. Les reproductions de documents d'archives proviennent principalement des vastes fonds des Archives nationales du Canada et comprennent des manuscrits, des imprimés rares, des cartes, des gravures, des peintures, ainsi que des sceaux et des médailles.

À la fois mémorial et illustration de l'histoire mais aussi de l'architecture canadienne, ces ouvrages renferment souvent des documents inédits. Les reproductions sont regroupées en thèmes et sous-thèmes accompagnés de courts textes de présentation et d'une légende qui identifie, localise et met en contexte chaque pièce présentée. La qualité visuelle des documents reproduits est constante, même si certains manuscrits, qui ont plus difficilement traversé les âges, sont de lecture plus ou moins facile. Quant aux commentaires qui les accompagnent, ils sont concis, se limitant à l'essentiel, et s'avèrent tout à fait pertinents.

Ouvrages de référence autant que manuels d'histoire générale, les trois premiers volumes de cette collection des Archives nationales du Canada permettront aux lecteurs d'alimenter leur mémoire par la connaissance de ces centaines de témoins visuels de leur passé et de leur patrimoine archivistique. Il est à noter que ces volumes sont mis en vente à des prix tout à fait raisonnables.

Marc Desjardins
Directeur de Continuité.

LA VILLE ÉLECTRIQUE

SHERBROOKE 1880-1988



Jean-Pierre Kesteman. **La ville électrique: Sherbrooke 1880-1988**, Sherbrooke, Les Éditions Olivier, 1988, 234 p. (19,95 \$)

De toutes les industries qui ont assuré la richesse du Québec moderne, l'électricité a été, dès la fin du XIX^e siècle, l'objet d'un débat politique concernant sa propriété. Cette situation n'était pas exclusive au Québec puisque, tant en Ontario qu'aux États-Unis, des luttes farouches ont opposé les partisans de l'entreprise privée et ceux du contrôle public. Cette question du contrôle émergeait dans un contexte plus large encore concernant l'ensemble des services que nous considérons maintenant comme essentiels et publics, bien qu'ils aient été souvent le fruit d'initiatives privées: l'eau, les égouts, le gaz, l'éclairage des rues et le transport en commun.

Si les principaux événements québécois sont connus (nationalisation de la Montreal Light Heat and Power en 1944, suivie vingt ans plus tard de celle des autres grandes compagnies), l'histoire locale nous est généralement moins familière. C'est le mérite du professeur Kesteman, de l'Université de Sherbrooke, de nous offrir, à l'occasion du centenaire de l'implantation de l'électricité dans cette ville, une monographie bien documentée, abondamment illustrée, et d'une lecture agréable. Dès la fin du XIX^e siècle, Sherbrooke avait posé la question du contrôle de cette industrie centrale qu'est l'électricité. Une longue et laborieuse démarche collective l'a entraînée vers une solution d'avant-garde correspondant à ses besoins.

C'est en 1888 que débute la production de l'électricité à Sherbrooke. Après s'être d'abord opposée à sa venue pour ne pas concurrencer son réseau de gaz, la Sherbrooke Gas and Water Company (SGWC) ne tarde pas à obtenir le monopole de cette nouvelle forme d'énergie. Bien avant l'arrivée de l'électricité, l'insatisfaction régnait à l'égard de la SGWC quant à la qualité de l'eau et du service de distribution du gaz. D'insurmontables conflits opposaient les attentes de la clientèle et les préoccupations de rentabilité d'une entreprise cotée en bourse.

Dans ce contexte, au tournant du siècle, la question du contrôle de l'électricité est clairement posée par des citoyens influents. Une opposition se dessine entre les partisans de l'entreprise privée et les tenants du contrôle municipal. Ces derniers, à la recherche d'un meilleur service à des coûts plus bas, veulent également que l'électricité serve au développement industriel local, car elle constitue un atout pour attirer des entreprises.

Derrière ce conflit sur la propriété s'en cache un autre opposant anglophones et francophones. La compagnie privée est contrôlée par les premiers, alors que les seconds deviennent rapidement majoritaires dans la population et au conseil municipal. Il faudra plusieurs référendums avant qu'une majorité ne s'exprime en faveur de la municipalisation du service d'électricité en 1908.

À l'époque de la seconde vague de nationalisation, Sherbrooke est demeurée autonome: non seulement elle possède son réseau de distribution, mais elle produit une partie de son énergie dans des centrales sur les rivières Magog et Saint-François. Celles-ci, parmi les plus anciennes au Québec, furent construites entre la fin du siècle dernier et les années 1920.

Jean-François Larose
Conseiller en patrimoine industriel.